

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2886

[S - C - 2001/29449]

21 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois du 31 mars 1967, du 6 juillet 1970, du 27 juillet 1971, du 11 juillet 1973, du 19 décembre 1974, du 18 février 1977, du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets du 26 juin 1992, du 18 mai 1993 et du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 10 modifié par les arrêtés royaux du 31 juillet 1969 et du 22 avril 1971 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, notamment l'article 1^{er} modifié par l'arrêté royal du 22 avril 1971, l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 24 août 1992 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur autre que l'enseignement universitaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, notamment l'article 1^{er} modifié par les arrêtés royaux du 3 mars 1980 et du 18 juin 1981, l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 7 août 1990 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 5 septembre 1994 et du 21 août 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 15 février 2001;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur IX du 7 mars 2001;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois :

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 23 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, de la Ministre de l'Enseignement supérieur de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique, du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E. et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'enseignement spécial,

Vu la délibération du Gouvernement du 21 juin 2001,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Article 1^{er}. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1969, l'arrêté royal du 22 avril 1971 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998, il est inséré un point *10bis* nouveau, libellé comme suit :

« *10bis* - Inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article *41ter* libellé comme suit :

« Article *41ter*. - Les membres du personnel nommés à titre définitif à la fonction de promotion d'inspecteur de cours généraux (latin, grec ou groupe philologie classique) dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire sont réputés être nommés à titre définitif à la fonction de promotion d'inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire. »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements.

Art. 3. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 22 avril 1971, l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992 et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 octobre 1998, sous la rubrique "Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur", dans la première colonne en regard de ladite fonction, sont supprimés les mots : "professeur de langues anciennes".

Art. 4. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, il est inséré, entre la rubrique "inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire" et la rubrique "Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire", la rubrique suivante :

« Inspecteur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire.	Professeur de langues anciennes dans l'enseignement secondaire. Sous-directeur, proviseur, préfet des études, directeur. Professeur de cours généraux dans l'enseignement supérieur non universitaire (fonctions de recrutement et fonctions de sélection). Sous-directeur et directeur dans l'enseignement supérieur non universitaire des 1 ^{er} et 2 ^e degrés.	1. Titre fixé par l'arrêté royal du 22 avril 1969, article 9bis, alinéa 1 ^{er} . »
--	---	---

CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur autre que l'enseignement universitaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand.

Art. 5. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 août 1976 fixant le cadre organique du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, autre que l'enseignement universitaire, dont la langue de l'enseignement est le français ou l'allemand, modifié par les arrêtés royaux du 3 mars 1980 et du 18 juin 1981, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 août 1980 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 5 septembre 1994 et du 21 août 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° la rubrique B "Inspecteur dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire" est complétée par les termes suivants "Inspecteur de langues anciennes... 2".

2° à la rubrique C "Inspecteur dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire", les termes "Inspecteur de cours généraux... 29" sont remplacés par les termes "Inspecteur de cours généraux... 27".

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 6. Le Ministre ayant les statuts des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 1 à 4 qui sortent leurs effets à la date du 25 février 1999.

Bruxelles le 21 juin 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Culture, du Budget, des Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2886

[C — 2001/29449]

21 JUNI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het administratief statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap, van de personeelsleden van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977, 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit van 28 september 1984, het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1969 en 22 april 1971 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 1971, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 1992 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, ander dan universitair onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 maart 1980 en 18 juni 1981, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 augustus 1990 en de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 en 21 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 februari 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2001;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van Sectorcomité IX van 7 maart 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 2001 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand te geven is;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 mei 2001, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek, van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toegewezen aan de O.N.E. en van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 21 juni 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Artikel 1. In artikel 10, lid 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1969, het koninklijk besluit van 22 april 1971 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998, wordt een nieuw punt *10bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« *10bis* – Inspecteur oude talen in het secundair onderwijs en in het hoger onderwijs buiten de universiteit. »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel *41ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *41ter*. De personeelsleden die vast benoemd zijn in het bevorderingsambt inspecteur algemene vakken (Latijn, Grieks of klassieke filologie) in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs buiten de universiteit worden geacht vast benoemd te zijn in het bevorderingsambt inspecteur oude talen in het secundair onderwijs en in het hoger onderwijs buiten de universiteit. »

HOOFDSTUK II. Wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 3. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de ambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een ambt van de inspectiedienst belast met het toezicht op de rijksonderwijsinrichtingen en op de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 april 1971, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 1992 en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1998, onder de rubriek «Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad», in de eerste kolom naast dat ambt, worden de woorden «leraar oude talen» geschrapt.

Art. 4. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt, tussen de rubriek «inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs en in het hoger onderwijs buiten de universiteit» en de rubriek «Inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs buiten de universiteit», de volgende rubriek ingevoegd:

«Inspecteur oude talen in het secundair onderwijs en in het hoger onderwijs buiten de universiteit»

Leraar oude talen in het secundair onderwijs. Onderdirecteur, provisor, studiefprefect, directeur.
Leraar algemene vakken in het hoger onderwijs buiten de universiteit (wervingsambten en selectieambten).
Onderdirecteur en directeur in het hoger onderwijs buiten de universiteit van de 1ste en 2de graden.

1. Bekwaamheidsbewijs vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 april 1969, artikel 9bis, lid 1. »

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, ander dan universitair onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is

Art. 5. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 tot vaststelling van de organieke personeelsbezetting van de inspectiedienst belast met het toezicht op de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, ander dan universitair onderwijs, waarvan de onderwijstaal Frans of Duits is, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 maart 1980 en 18 juni 1981, het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 augustus 1980 en de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 en 21 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) de rubriek B «Inspecteur in het secundair onderwijs en in het hoger onderwijs buiten de universiteit wordt aangevuld met de volgende woorden «Inspecteur oude talen...2».

2) in de rubriek C «Inspecteur in het secundair onderwijs en in het hoger onderwijs buiten de universiteit» worden de woorden «Inspecteur algemene vakken... 29» vervangen door de woorden «Inspecteur algemene vakken... 27».

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de statuten van het personeel van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 1 tot 4, die uitwerking hebben met ingang van 25 februari 1999.

Brussel, 21 juni 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Optrachten
toegewezen aan de «O.N.E.»,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS